



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**MARDI 5 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE**

**EPREUVE OBLIGATOIRE N° 1** (durée 4 heures ; coefficient 4)

Au choix du candidat, après communication des sujets :

- Option n° 1 :** Composition sur un sujet d'ordre général permettant d'apprécier la culture du candidat et son aptitude à la rédaction ;
- Option n° 2 :** Résumé d'un texte se rapportant à des problèmes généraux d'ordre juridique ou administratif.

**TRÈS IMPORTANT**

**Les candidats ne traiteront qu'un seul sujet parmi les deux options.**

**Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.**

**Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire), le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).**

## **SUJETS :**

### **OPTION N° 1 :**

1<sup>er</sup> sujet : **Libertés et information dans les sociétés contemporaines.**

### **OPTION N° 2 :**

2<sup>ème</sup> sujet : Résumer en 400 mots maximum le texte joint.

Le candidat doit préciser en fin de résumé le nombre de mots utilisés.

Une marge de 10 % en plus ou en moins est tolérée.

On appelle « mot » toute lettre ou groupe de lettres séparées des autres par un blanc, une apostrophe ou un tiret (mot composé).

## Le "malaise des banlieues"

extrait de "La crise des banlieues", puf,  
de Jean-Marc STÉBÉ,  
professeur à l'université de Nancy 2

Le discours sur la crise de la ville, qu'il soit politique ou médiatique, porte semble-t-il de plus en plus exclusivement sur ce qu'il est convenu d'appeler le « malaise des banlieues ». Ces dernières représenteraient l'épicentre des problèmes urbains, mais aussi, et ce de façon de plus en plus précise, l'espace où se focaliseraient tous les maux de notre société.

Si l'emploi de l'expression « crise urbaine » en lieu et place de ce que l'on appelait naguère « crise sociale » n'apparaît pas forcément adapté à la réalité des faits, il est en revanche tout à fait clair que l'utilisation du terme « banlieue » pose, lui, véritablement question. En effet, comme nous l'avons vu, il ne renvoie pas à une entité spatiale homogène, mais plutôt à une masse hétérogène constituée de territoires spécifiques.

Même s'il ne faut pas faire d'amalgame entre tous les espaces périurbains, il reste que de nombreux quartiers, bien souvent de type grands ensembles d'habitat social, situés pour la plupart à la périphérie des villes, sont l'objet depuis une vingtaine d'années d'une lente et progressive dégradation et marginalisation (vieillesse du cadre bâti, détérioration des espaces publics, déliquescence du lien social, relations interethniques conflictuelles, développement des actes d'incivilité, pratiques toxicomaniaques en progression constante...). Après avoir circonscrit les processus de disqualification de certains quartiers périphériques, nous nous attacherons à présenter les principales caractéristiques de cette détérioration physique et sociale. Par ailleurs, nous aborderons les difficultés d'insertion sociale et professionnelle auxquelles les jeunes des banlieues « sensibles » se trouvent confrontés, et nous verrons aussi comment ceux-ci réagissent à l'exclusion dont ils sont souvent l'objet. Nous évoquerons ensuite le caractère ambivalent des jugements que les habitants portent sur leur quartier, espace rejeté ou territoire célébré. Enfin, nous parlerons des médias, et comment, en diffusant massivement certaines images de violence urbaine et parfois en amplifiant les phénomènes, ils ont, de fait, accentué la perception négative qu'inspirent ces quartiers « sensibles ».

La « crise urbaine » dont on parle beaucoup à l'heure actuelle se concentre à la périphérie des villes, et ce, essentiellement dans les grands ensembles HLM qui finissent par constituer des poches de pauvreté, devenant des lieux de *quasi*-relégation, dont l'évolution est difficilement prévisible. Les origines de cette disqualification sociale ne sont pas aisément repérables, tant les facteurs explicatifs sont à la fois nombreux et dépendants les uns des autres. Plus qu'à des phénomènes isolés et autonomes, nous avons affaire à une série de chaînes causales d'éléments disqualifiants, dont le point de départ est loin d'être facile à saisir. Nous décrirons ainsi, tout d'abord, un processus de transformation des fonctions des grands ensembles de banlieue, perdant en l'espace d'une quinzaine d'années leur fonction de sas pour devenir des territoires « cul de sac », véritables « nasses »<sup>2</sup>, puis un processus, fort bien décrit par F. Dubet – qui dépasse largement les quartiers « sensibles » –, celui de la désindustrialisation des banlieues ou plus exactement de la division progressive des espaces de production et des espaces de résidence.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le grand ensemble ne se caractérise pas simplement par le nombre de logements qu'il rassemble. En effet, les grands lotissements de petits pavillons aux États-Unis sont, comme les grands ensembles, une forme d'urbanisme de masse. Mais il existe d'importantes différences entre ces vastes ensembles de maisons individuelles et les grands ensembles constitués d'immeubles collectifs. Ces derniers correspondent à des effectifs beaucoup plus considérables concentrés sur des espaces relativement restreints, cela ayant pour conséquence une organisation des relations de voisinage très différentes. Cependant, le concept de grand ensemble repose pour une grande part sur un critère quantitatif, mais aussi sur un critère d'autonomie (relative). Y. Lacoste définit le grand ensemble comme « une masse de logements organisée en un ensemble (...) ; cette organisation repose sur la présence d'équipements collectifs (écoles, commerces, centres socioculturels...). Ces équipements sont généralement absents dans les groupes d'habitations qui comptent moins de 1 000 logements (soit environ 4 000 habitants), car ils n'y sont guère rentables en raison de l'insuffisance du nombre d'usagers ». Le grand ensemble apparaît donc comme « une unité d'habitat relativement autonome formée de bâtiments collectifs, édifiés en un assez bref laps de temps, en fonction d'un plan global qui comprend plus de 1 000 logements environ ». Toujours selon Y. Lacoste, seraient en théorie « à exclusion de ces grands ensembles véritables, voulus comme tels, les nombreux conglomerats inorganiques formés par la

coalescence fortuite ou non de plusieurs petites opérations immobilières juxtaposées ».

À la fin des années 1950 et pendant pratiquement toute la décennie 1960, habiter dans les grands ensembles HLM représente une promotion. De nombreux Français issus de différents milieux sociaux (ouvriers, employés, professions intermédiaires et une faible partie des cadres supérieurs et des professions libérales en début de carrière professionnelle) veulent accéder aux nouveaux logements collectifs qui disposent de « tout le confort » : chauffage central, eau courante, salles de bain, wc intérieurs et indépendants, ascenseurs, vide-ordures... Beaucoup semblent satisfaits et ravis, d'autant plus que le souvenir du logement vétuste d'hier est encore très présent dans les esprits. Le commentaire de Maurice Bernard, ancien conseiller municipal de La Courneuve et habitant de la cité des 4 000 (logements) depuis sa construction, résume bien l'état d'esprit dans lequel se trouvait la majorité des Français à l'époque : « Les HLM, on n'imagine pas aujourd'hui la chance extraordinaire que c'était pour nous ! On quittait les taudis pour s'installer dans des constructions modernes, conçues selon les normes d'hygiène strictes. Il faut se souvenir de ce qu'était l'espace ouvrier jusque dans les années 1930 : une pièce enclose d'un mur capable de contenir un lit, c'était la définition légale... Alors les HLM... c'était le paradis ! »

Toutes les municipalités, quelle que soit leur couleur politique, se lanceront dans l'aventure des grands ensembles qui reflètent, à l'époque, l'image de la modernité et qu'elles tiennent pour l'un des signes les plus patents du progrès aux portes des cités.

Dans les années 1960, l'ambition des architectes-urbanistes convertis aux idées du paradigme corbuséen était de faire de chaque grand ensemble une « cité radieuse », c'est-à-dire un espace fonctionnel favorisant l'intégration sociale par le mixage harmonieux des classes sociales au sein d'une communauté locale. Le grand ensemble devait être le creuset dans lequel allaient se constituer les formes de sociabilité de l'homme de l'an 2000 .

Si l'attrait pour les HLM locatives a bien été extrêmement fort en ces années d'expansion économique, on s'est vite rendu compte que la réalité des grands ensembles était fort éloignée des projets et des rêves de leurs concepteurs-projeteurs. Les chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent à l'évolution de l'habitat social en France s'accordent sur les raisons de cette déconvenue et désillusion.

Tout d'abord, la localisation périphérique des grands ensembles dans des zones résiduelles mal reliées au tissu urbain dynamique et inutilisables pour d'autres activités a eu pour conséquence leur marginalisation et leur exclusion tant sur le plan physique que symbolique. Par ailleurs, les grands ensembles, qui sont le résultat d'une politique de construction de logements sociaux où les soucis de quantité, de rapidité d'exécution, de productivité, d'industrialisation du bâtiment ont pris le pas sur la recherche de qualités architecturales, urbaines et techniques, n'ont pas toujours permis d'offrir un habitat adapté aux diverses exigences des locataires. Ceux-ci se sont rapidement plaints de la médiocrité générale : utilisation difficile de certains espaces (la cuisine trop exiguë par exemple), conception des logements rapidement obsolète, absence *quasi* totale d'isolation phonique et thermique, aménagement sommaire des espaces extérieurs, dégradation rapide des matériaux, etc.

Enfin, les architectes-urbanistes espéraient que la réalisation de ces grands ensembles leur donnerait l'occasion de satisfaire le désir qu'ils avaient de créer une communauté idéale où les divisions de classes disparaîtraient. Ces nouveaux quartiers devaient être « le support écologique de la culture de masse (...) et la genèse d'une autre société ». On pensait que l'agrégation d'individus sur un espace restreint permettrait l'élaboration de liens sociaux. Certaines mises en garde s'exprimaient pourtant déjà depuis fort longtemps. Max Weber, par exemple, écrivait au début du siècle qu'« il existe une tendance fondamentale non pas à resserrer les liens, mais plutôt à maintenir la plus grande distance possible en dépit (ou précisément à cause) de la proximité physique »<sup>1</sup>. Y. Grafmeyer et I. Joseph font remarquer que « la proximité physique n'exclut pas la distance sociale. Elle peut au contraire la révéler et la renforcer, en suscitant des tensions et des conflits bien différents, dans leur nature, des petites frictions observables dans la communauté villageoise »<sup>2</sup>. Par ailleurs, penser qu'il y aurait des rapports de voisinage harmonieux dans les nouvelles cités HLM, c'était sans doute oublier que ce type d'habitat rapprochait des catégories sociales pour lesquelles les formes de sociabilité diffèrent. J.-C. Chamboredon et M. Lemaire ont montré combien il était illusoire de penser que la « proximité spatiale » serait le catalyseur de la convivialité<sup>3</sup>. En effet, des conflits que l'on n'imaginait pas sont apparus, opposant des groupes sociaux pourtant fort proches, tels qu'ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés. De plus, on n'avait pas prévu que les couches les plus défavorisées de la société française formeraient un jour le *nucleus* persistant de la population

des grands ensembles – représentant pour elle une « fin de carrière urbanistique » ou encore un habitat de relégation –, en raison de la désertion ou plus exactement du bref passage de la classe moyenne dans l'habitat social – correspondant pour elle au début de son parcours urbanistique : un espace temporaire, un habitat de transit. La classe moyenne, en réalité en pleine mobilité sociale ascendante, était plutôt attirée par un autre type d'habitat : la résidence plus proche du centre ville, mais aussi et surtout le pavillon individuel.

Ces mouvements de déplacement et de redistribution des populations consécutifs à l'évolution structurelle du marché du logement seront un élément déterminant de ségrégation sociale vis-à-vis de ces zones d'habitat social nouvellement édifiées aux portes des villes. De plus, la diversification des filières de financement (Trésor, Caisses d'épargne, Crédit foncier...) et des normes d'attribution des logements HLM sera un facteur supplémentaire de discrimination. Enfin, la crise économique, à partir de 1975, accélérera le processus de dévalorisation et de rejet : ceux qui avaient l'espoir de partir des cités n'en ont plus les moyens, et les nouveaux arrivants – immigrés ou français – sont pour une grande majorité dans une situation plus précaire encore que leurs prédécesseurs. Population d'origine française en régression sociale et population d'origine étrangère sans perspective de promotion se trouvent confrontées : la première voit la seconde comme un miroir reflétant l'échec de ses espoirs d'élévation sociale, ce qui rend la cohabitation extrêmement tendue et difficile.

Ainsi, les grands ensembles, initialement emblème du progrès et de la modernité, convoités pendant plus de dix ans et servant d'habitats *transitionnels* pour une bonne partie de la population française, sont devenus au fur et mesure du temps un lieu où des personnes se sentent contraintes de vivre, car elles n'ont plus d'autre possibilité, et savent de plus qu'elles ne pourront pas s'en « échapper ». Ces territoires d'*exil*, où les nouvelles catégories de population sont fortement marquées par des taux élevés de chômage, d'immigration et de pauvreté, constituent aujourd'hui de véritables enclaves urbaines dans lesquelles ni les ouvriers qualifiés, ni les classes moyennes, pas plus que les fonctionnaires et les travailleurs sociaux qui y exercent leur profession, n'envisagent de vivre.

La fin de l'accroissement des effectifs de la classe ouvrière, puis leur diminution dans les années 1974-1980 – le pourcentage d'ouvriers dans la population active passe de plus de 40 % en 1970 à 29 % en 1990 –, s'accompagnent d'une mutation majeure de cette catégorie sociale et surtout de l'organisation socio-spatiale et socioculturelle qu'elle avait modelée au fil des décennies au sein des « banlieues rouges ».

Les quartiers ouvriers traditionnels construits à proximité des usines sont délaissés lors des grandes mutations industrielles de la période des *Trente Glorieuses*, au profit des grands ensembles et des quartiers pavillonnaires éloignés, pour la plupart, des zones industrielles. Dans ces nouveaux espaces résidentiels se côtoie une population très hétérogène : des jeunes ménages qui débute dans la vie professionnelle, des employés, des cadres moyens en attente d'un meilleur espace de vie et des ouvriers qui accèdent enfin à un logement confortable. Le déplacement de population et la mixité sociale a pour conséquence un affaiblissement des liens communautaires, qui entraîne à son tour un repli sur l'espace privé, c'est-à-dire sur le logement lui-même.

Les nouveaux territoires de vie ainsi constitués, bien souvent sans rues, sans ruelles, ni places, ne possèdent plus les repères socio-urbanistiques que l'on avait dans les anciens quartiers ouvriers, où la rue par exemple était un espace soumis au contrôle diffus des adultes ; chacun pouvait « jeter un coup d'œil » sur les enfants et, surtout, se permettait d'intervenir parce que l'on partageait des normes communes. Dans les quartiers nouvellement construits, ce contrôle social s'est affaibli, car les habitants sont des étrangers les uns pour les autres, et l'on renonce à interpeller un enfant dont on ne connaît pas les parents. Aussi, très rapidement, les jeunes, qui sont pratiquement les seuls à occuper les territoires publics (pelouses, cages d'escalier, caves...), sont-ils perçus comme un groupe à part, parfois dangereux, et dont il faut se protéger.

Les banlieues « sensibles » ne se délitent pas seulement en raison de la désagrégation d'une organisation communautaire, note F. Dubet, « elles souffrent aussi de l'épuisement du mouvement ouvrier » : de moins en moins d'ouvriers ont le sentiment d'appartenir à la même classe sociale, les taux de syndicalisation ont considérablement baissé, la conscience d'être à l'un des pôles d'un conflit d'intérêts s'étiole. Devant cet éclatement professionnel de la classe ouvrière, un nouveau prolétariat se constitue, marqué plus par la pauvreté, la marginalité et



le repli sur soi, que par le désir de transformation sociale. Le mouvement ouvrier, en tant que mouvement social, ne parvient plus à diffuser ses projets collectifs et ses utopies d'un monde meilleur et d'une société idéale, ni à mobiliser les « forces productives » contre les injustices sociales et l'égoïsme général.

À cette désagrégation de la communauté ouvrière viennent s'ajouter l'affaiblissement ou la disparition des organisations intermédiaires, tels que les syndicats de quartiers, les associations, les partis politiques, les comités des fêtes, qui assuraient spontanément la médiation entre les citoyens et les institutions étatiques, ainsi qu'une certaine régulation sociale. Désormais, les centres sociaux sont invités à organiser les loisirs, les clubs de prévention sont mobilisés pour occuper les jeunes, les travailleurs sociaux sont sollicités pour trouver un stage et des formations, la police, les flotiers ou les « médiateurs » sont engagés dans la résolution des conflits de voisinage... mille services, accomplis aujourd'hui par des professionnels et des techniciens, et qui étaient auparavant, pour une grande partie, assurés par des structures associatives – de relais – issues de la population, des municipalités, et considérés comme un formidable instrument d'intégration des jeunes, des ruraux, des étrangers, des plus démunis... Par le travail, les syndicats, la communauté populaire, les « banlieues rouges » pouvaient en quelque sorte absorber les nouvelles populations et les individus qui se retrouvaient à la marge de la société.

Comme on le voit, le malaise des banlieues « sensibles » ne peut être expliqué par un seul phénomène. Il n'est pas exclusivement le produit d'un urbanisme fonctionnel ou d'une architecture rationnelle et imposante, pas plus qu'il n'est seulement l'effet des conséquences de la crise économique (chômage, pauvreté, marginalisation), ni celui des seuls problèmes d'intégration des immigrés.

Lorsque l'on aborde la « crise des banlieues », on fait souvent référence aux phénomènes d'exclusion et de précarisation, en suggérant qu'ils sont essentiellement imputables à des facteurs économiques : la montée du chômage de longue durée qui frappe à la fois des jeunes sans expérience professionnelle, des femmes et des travailleurs plus âgés ayant

perdu leur emploi à la suite d'un licenciement économique, la prolifération des emplois précaires et les difficultés d'insertion professionnelle des populations les moins qualifiées, etc. Mais la détérioration du marché de l'emploi n'est pas la seule cause de la progression des formes nouvelles de pauvreté. Il est en effet nécessaire de prendre en compte un certain nombre d'épiphénomènes, tels que la déliquescence des liens sociaux et des structures de socialisation, l'instabilité des solidarités familiales, les ruptures conjugales ou encore l'affaiblissement des relations d'entraide à l'intérieur des groupes sociaux. Une étude a montré que les problèmes d'ordre affectif et relationnel – relations conflictuelles avec le conjoint, les amis, absence de communication avec la famille, le voisinage – jouent également un rôle important dans le processus de marginalisation, même si les difficultés professionnelles en restent l'élément déterminant. On ne peut approcher la précarité d'un point de vue seulement économique et strictement monétaire, il convient d'adopter un point de vue plus large, en y associant la fragilité professionnelle et relationnelle ; dans cette perspective, le nombre de ménages vulnérables ne cesse de progresser depuis une vingtaine d'années.

Le processus de marginalisation sociale, que S. Paugam nomme plutôt *disqualification sociale*, se déroule en trois phases. La première est celle de la *fragilité*. Les emplois précaires, les « petits boulots » occasionnels, les stages d'insertion « cul de sac », le chômage, sont autant d'épreuves douloureuses. Les personnes qui font ce type d'expérience se considèrent comme déclassées, c'est-à-dire placées dans une situation socialement inférieure, et qui, si elle se répète, surtout chez les plus jeunes, peut à la longue aboutir à la perte d'espoir d'accéder à un « vrai » emploi. Lorsqu'elles résident de plus dans des cités faisant l'objet d'une mauvaise réputation, ces personnes préfèrent dissimuler leur adresse lors d'une recherche d'emploi, de crainte d'être assimilées aux résidents discrédités de ces cités. Dans le même ordre d'idées, ne pas avoir de logement stable et être obligé d'habiter dans des foyers d'hébergement, par exemple, génère souvent une angoisse face à l'avenir. Le déclassement professionnel, et donc social, est vécu comme une épreuve psychologiquement humiliante, qui incite au repli sur soi, et qui dans bien des cas engendre un profond sentiment de culpabilité, pour peu qu'une rupture des liens conjugaux et/ou familiaux vienne s'y ajouter. À la fragilité succède la *dépendance*. Cette deuxième phase du processus de disqualification sociale se caractérise par le recours aux services

d'action sociale. Certaines personnes connaissant plusieurs échecs successifs dans leur entreprise d'insertion socioprofessionnelle ou des éloignements répétés du marché du travail vont se tourner vers les assistants de service social, en justifiant leurs démarches par la faiblesse de leurs ressources. Il leur faut alors accepter les contraintes du statut d'assisté, et ainsi faire l'apprentissage des rôles sociaux correspondant aux attentes des travailleurs sociaux dont elles dépendent d'une certaine façon. La troisième phase enfin est celle de la *rupture*. Elle se caractérise par un faisceau de difficultés majeures : éloignement de la sphère du travail, rupture des liens familiaux, absence de logement, privation de revenu stable, problèmes de santé, etc. Elle est le résultat d'une série d'échecs aboutissant à une importante marginalisation. N'ayant plus guère d'espoir de s'en sortir véritablement, les individus en situation de rupture se sentent inutiles, et nombre d'entre eux vont chercher dans les pratiques alcooliques et/ou toxicomaniaques la compensation à leur détresse et à leur misère.

Il reste que le passage de l'une à l'autre de ces phases n'est heureusement pas systématique et que tous les individus confrontés à la précarité n'en font pas l'expérience.

Le processus de disqualification sociale d'un espace se traduit, entre autres, par une concentration des ménages défavorisés dans certains quartiers aux nombreuses carences urbanistiques et architecturales. Plusieurs enquêtes ont permis d'appréhender l'ampleur de ce phénomène et de dégager les quelques caractéristiques communes à ces territoires en difficulté. Le corpus de ces études était constitué des 528 quartiers jugés prioritaires dans le cadre de la politique de la ville. On peut tout d'abord y repérer les éléments structurants de base.

— Les quartiers en difficulté sont, pour une grande part, éloignés des centres villes (qu'ils soient administratifs, culturels, commerçants, historiques, ou un peu tout à la fois). Ils sont coupés des villes, enclavés, parce que traversés ou bordés par des voies express ou par une autoroute. Par ailleurs, cette coupure et cet éloignement sont accentués par le déficit de transports collectifs. De nombreuses autres nuisances viennent encore assombrir ce tableau : par exemple, 70 % des quartiers sont proches d'une ligne de chemin de fer ou d'un échangeur (31 %), 45 % sont survolés par une ligne à haute tension.

– La dégradation du cadre bâti constitue une autre constante de ces quartiers. Elle résulte essentiellement de la mauvaise qualité des matériaux utilisés à une époque où l'urgence et le quantitatif prédominaient sur le qualitatif. À cela s'ajoute une certaine désuétude du logement, avec essentiellement des défauts d'étanchéité et une mauvaise isolation acoustique et thermique : beaucoup de ces quartiers correspondent en effet aux anciennes ZUP construites pendant les décennies 1950-1960.

– La majorité des quartiers « sensibles » sont composés de grands immeubles, de type « tour » ou « barre », caractérisés par la prédominance du linéaire et du monumental.

– Dans ces territoires défavorisés, on constate la présence d'une population jeune – 32,9 % des habitants ont moins de 20 ans, contre 26,5 % au niveau national – et un nombre plus important de familles nombreuses – 7,5 % des ménages comptent six personnes et plus, contre 3,2 % pour l'ensemble de la France. La proportion des plus de 65 ans est assez faible – 9,2 %, contre 14,7 % au niveau national –, et celle des personnes seules est sensiblement plus élevée que celle du territoire national – 28,3 %, contre 27,1 %. Enfin, les familles monoparentales y sont un peu plus nombreuses que dans l'ensemble du pays.

– 18,3 % des habitants vivant dans ces quartiers sont de nationalité étrangère, contre 6,3 % en France. Leur pays d'origine est le plus souvent situé en dehors de la CEE : c'est le cas de 80,8 % d'entre eux.

À ces éléments, il faut en ajouter deux autres qui découlent de l'évolution économique du pays ou qui sont plus ou moins en rapport avec les éléments de base présentés ci-dessus.

– Sur l'ensemble des quartiers prioritaires, la moyenne du taux de chômage atteint pratiquement le double du chiffre national – 19,7 %, contre 10,8 %. Chez les 20-24 ans, 34 % des femmes et 24 % des hommes sont sans emploi, contre respectivement 25 % et 15 % en France métropolitaine. Il existe néanmoins de grandes disparités d'un quartier à un autre, le taux de chômage pouvant varier de 4 % à 58 %.

– L'importance du sous-emploi et du chômage a des répercussions directes sur les revenus des populations disqualifiées, ainsi que sur leur capital culturel et sur la scolarité des enfants, la rendant pour le moins chaotique (redoublements successifs, absentéisme fréquent...).

Les quelques indicateurs territoriaux, économiques, démographiques et sociaux évoqués caractérisent les quartiers en difficulté. Mais l'habitat socialement disqualifié ne résulte pas seulement de la concentration territoriale des ménages défavorisés. Il est le produit, comme nous l'avons montré au début de ce chapitre, d'un long et lent processus aux multiples facettes, d'une mécanique insidieuse – qui s'est accélérée ces dix dernières années –, et qui a fini par créer des quartiers de plus en plus marginalisés et paupérisés. En reprenant les indicateurs ci-dessus, on peut observer une unification, une sorte d'homogénéisation sociale de la population disqualifiée qui pourrait donner lieu à l'élaboration de l'*idéal type* d'un nouveau prolétariat partiellement composé d'immigrés. Le caractère homogène de sous-prolétarianisation, de paupérisation de ces quartiers a fini par les reléguer comme des espaces de « mal-vivre », des territoires de la misère.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**MARDI 5 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS INTERNE**

**EPREUVE OBLIGATOIRE N° 1** (durée 4 heures ; coefficient 4)

Au choix du candidat, après communication des sujets :

- Option n° 1 :** Composition sur un sujet d'ordre général permettant d'apprécier la culture du candidat et son aptitude à la rédaction ;
- Option n° 2 :** Résumé d'un texte se rapportant à des problèmes généraux d'ordre juridique ou administratif ;
- Option n° 3 :** Composition sur une ou plusieurs questions relatives à la pratique des greffes.

**TRÈS IMPORTANT**

**Les candidats ne traiteront qu'un seul sujet parmi les trois options.**

**Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.**

**Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire), le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).**

## **SUJETS :**

### **OPTION N° 1 :**

1<sup>er</sup> sujet : **Libertés et information dans les sociétés contemporaines.**

### **OPTION N° 2 :**

2<sup>ème</sup> sujet : Résumer en 400 mots maximum le texte joint.

Le candidat doit préciser en fin de résumé le nombre de mots utilisés.

Une marge de 10 % en plus ou en moins est tolérée.

On appelle « mot » toute lettre ou groupe de lettres séparées des autres par un blanc, une apostrophe ou un tiret (mot composé).

### **OPTION N° 3 :**

3<sup>ème</sup> sujet : Comporte trois questions qui devront obligatoirement être traitées sur la même feuille de composition.

**Décrivez le rôle du greffier lors de l'audience du bureau de conciliation du conseil de prud'hommes.**

**Décrivez le rôle du greffier en matière de présomption d'absence.**

**Décrivez le rôle du greffier à l'occasion d'une plainte avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction.**

## Le “malaise des banlieues”

extrait de “La crise des banlieues”, puf,  
de Jean-Marc STÉBÉ,  
professeur à l’université de Nancy 2

Le discours sur la crise de la ville, qu’il soit politique ou médiatique, porte semble-t-il de plus en plus exclusivement sur ce qu’il est convenu d’appeler le « malaise des banlieues ». Ces dernières représenteraient l’épicentre des problèmes urbains, mais aussi, et ce de façon de plus en plus précise, l’espace où se focaliseraient tous les maux de notre société.

Si l’emploi de l’expression « crise urbaine » en lieu et place de ce que l’on appelait naguère « crise sociale » n’apparaît pas forcément adapté à la réalité des faits, il est en revanche tout à fait clair que l’utilisation du terme « banlieue » pose, lui, véritablement question. En effet, comme nous l’avons vu, il ne renvoie pas à une entité spatiale homogène, mais plutôt à une masse hétérogène constituée de territoires spécifiques.

Même s’il ne faut pas faire d’amalgame entre tous les espaces périurbains, il reste que de nombreux quartiers, bien souvent de type grands ensembles d’habitat social, situés pour la plupart à la périphérie des villes, sont l’objet depuis une vingtaine d’années d’une lente et progressive dégradation et marginalisation (vieillesse du cadre bâti, détérioration des espaces publics, déliquescence du lien social, relations interethniques conflictuelles, développement des actes d’incivilité, pratiques toxicomaniaques en progression constante...). Après avoir circonscrit les processus de disqualification de certains quartiers périphériques, nous nous attacherons à présenter les principales caractéristiques de cette détérioration physique et sociale. Par ailleurs, nous aborderons les difficultés d’insertion sociale et professionnelle auxquelles les jeunes des banlieues « sensibles » se trouvent confrontés, et nous verrons aussi comment ceux-ci réagissent à l’exclusion dont ils sont souvent l’objet. Nous évoquerons ensuite le caractère ambivalent des jugements que les habitants portent sur leur quartier, espace rejeté ou territoire célébré. Enfin, nous parlerons des médias, et comment, en diffusant massivement certaines images de violence urbaine et parfois en amplifiant les phénomènes, ils ont, de fait, accentué la perception négative qu’inspirent ces quartiers « sensibles ».



La « crise urbaine » dont on parle beaucoup à l'heure actuelle se concentre à la périphérie des villes, et ce, essentiellement dans les grands ensembles HLM qui finissent par constituer des poches de pauvreté, devenant des lieux de *quasi*-relégation, dont l'évolution est difficilement prévisible. Les origines de cette disqualification sociale ne sont pas aisément repérables, tant les facteurs explicatifs sont à la fois nombreux et dépendants les uns des autres. Plus qu'à des phénomènes isolés et autonomes, nous avons affaire à une série de chaînes causales d'éléments disqualifiants, dont le point de départ est loin d'être facile à saisir. Nous décrirons ainsi, tout d'abord, un processus de transformation des fonctions des grands ensembles de banlieue, perdant en l'espace d'une quinzaine d'années leur fonction de sas pour devenir des territoires « cul de sac », véritables « nasses »<sup>2</sup>, puis un processus, fort bien décrit par F. Dubet – qui dépasse largement les quartiers « sensibles » –, celui de la désindustrialisation des banlieues ou plus exactement de la division progressive des espaces de production et des espaces de résidence.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le grand ensemble ne se caractérise pas simplement par le nombre de logements qu'il rassemble. En effet, les grands lotissements de petits pavillons aux États-Unis sont, comme les grands ensembles, une forme d'urbanisme de masse. Mais il existe d'importantes différences entre ces vastes ensembles de maisons individuelles et les grands ensembles constitués d'immeubles collectifs. Ces derniers correspondent à des effectifs beaucoup plus considérables concentrés sur des espaces relativement restreints, cela ayant pour conséquence une organisation des relations de voisinage très différentes. Cependant, le concept de grand ensemble repose pour une grande part sur un critère quantitatif, mais aussi sur un critère d'autonomie (relative). Y. Lacoste définit le grand ensemble comme « une masse de logements organisée en un ensemble (...) ; cette organisation repose sur la présence d'équipements collectifs (écoles, commerces, centres socioculturels...). Ces équipements sont généralement absents dans les groupes d'habitations qui comptent moins de 1 000 logements (soit environ 4 000 habitants), car ils n'y sont guère rentables en raison de l'insuffisance du nombre d'usagers ». Le grand ensemble apparaît donc comme « une unité d'habitat relativement autonome formée de bâtiments collectifs, édifiés en un assez bref laps de temps, en fonction d'un plan global qui comprend plus de 1 000 logements environ ». Toujours selon Y. Lacoste, seraient en théorie « à exclusion de ces grands ensembles véritables, voulus comme tels, les nombreux conglomérats inorganiques formés par la

coalescence fortuite ou non de plusieurs petites opérations immobilières juxtaposées ».

À la fin des années 1950 et pendant pratiquement toute la décennie 1960, habiter dans les grands ensembles HLM représente une promotion. De nombreux Français issus de différents milieux sociaux (ouvriers, employés, professions intermédiaires et une faible partie des cadres supérieurs et des professions libérales en début de carrière professionnelle) veulent accéder aux nouveaux logements collectifs qui disposent de « tout le confort » : chauffage central, eau courante, salles de bain, wc intérieurs et indépendants, ascenseurs, vide-ordures... Beaucoup semblent satisfaits et ravis, d'autant plus que le souvenir du logement vétuste d'hier est encore très présent dans les esprits. Le commentaire de Maurice Bernard, ancien conseiller municipal de La Courneuve et habitant de la cité des 4 000 (logements) depuis sa construction, résume bien l'état d'esprit dans lequel se trouvait la majorité des Français à l'époque : « Les HLM, on n'imagine pas aujourd'hui la chance extraordinaire que c'était pour nous ! On quittait les taudis pour s'installer dans des constructions modernes, conçues selon les normes d'hygiène strictes. Il faut se souvenir de ce qu'était l'espace ouvrier jusque dans les années 1930 : une pièce enclose d'un mur capable de contenir un lit, c'était la définition légale... Alors les HLM... c'était le paradis ! »

Toutes les municipalités, quelle que soit leur couleur politique, se lanceront dans l'aventure des grands ensembles qui reflètent, à l'époque, l'image de la modernité et qu'elles tiennent pour l'un des signes les plus patents du progrès aux portes des cités.

Dans les années 1960, l'ambition des architectes-urbanistes convertis aux idées du paradigme corbuséen était de faire de chaque grand ensemble une « cité radieuse », c'est-à-dire un espace fonctionnel favorisant l'intégration sociale par le mixage harmonieux des classes sociales au sein d'une communauté locale. Le grand ensemble devait être le creuset dans lequel allaient se constituer les formes de sociabilité de l'homme de l'an 2000 .

Si l'attrait pour les HLM locatives a bien été extrêmement fort en ces années d'expansion économique, on s'est vite rendu compte que la réalité des grands ensembles était fort éloignée des projets et des rêves de leurs concepteurs-projeteurs. Les chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent à l'évolution de l'habitat social en France s'accordent sur les raisons de cette déconvenue et désillusion.

Tout d'abord, la localisation périphérique des grands ensembles dans des zones résiduelles mal reliées au tissu urbain dynamique et inutilisables pour d'autres activités a eu pour conséquence leur marginalisation et leur exclusion tant sur le plan physique que symbolique. Par ailleurs, les grands ensembles, qui sont le résultat d'une politique de construction de logements sociaux où les soucis de quantité, de rapidité d'exécution, de productivité, d'industrialisation du bâtiment ont pris le pas sur la recherche de qualités architecturales, urbaines et techniques, n'ont pas toujours permis d'offrir un habitat adapté aux diverses exigences des locataires. Ceux-ci se sont rapidement plaints de la médiocrité générale : utilisation difficile de certains espaces (la cuisine trop exiguë par exemple), conception des logements rapidement obsolète, absence *quasi* totale d'isolation phonique et thermique, aménagement sommaire des espaces extérieurs, dégradation rapide des matériaux, etc.

Enfin, les architectes-urbanistes espéraient que la réalisation de ces grands ensembles leur donnerait l'occasion de satisfaire le désir qu'ils avaient de créer une communauté idéale où les divisions de classes disparaîtraient. Ces nouveaux quartiers devaient être « le support écologique de la culture de masse (...) et la genèse d'une autre société ». On pensait que l'agrégation d'individus sur un espace restreint permettrait l'élaboration de liens sociaux. Certaines mises en garde s'exprimaient pourtant déjà depuis fort longtemps. Max Weber, par exemple, écrivait au début du siècle qu'« il existe une tendance fondamentale non pas à resserrer les liens, mais plutôt à maintenir la plus grande distance possible en dépit (ou précisément à cause) de la proximité physique »<sup>1</sup>. Y. Grafmeyer et I. Joseph font remarquer que « la proximité physique n'exclut pas la distance sociale. Elle peut au contraire la révéler et la renforcer, en suscitant des tensions et des conflits bien différents, dans leur nature, des petites frictions observables dans la communauté villageoise »<sup>2</sup>. Par ailleurs, penser qu'il y aurait des rapports de voisinage harmonieux dans les nouvelles cités HLM, c'était sans doute oublier que ce type d'habitat rapprochait des catégories sociales pour lesquelles les formes de sociabilité diffèrent. J.-C. Chamboredon et M. Lemaire ont montré combien il était illusoire de penser que la « proximité spatiale » serait le catalyseur de la convivialité<sup>3</sup>. En effet, des conflits que l'on n'imaginait pas sont apparus, opposant des groupes sociaux pourtant fort proches, tels qu'ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés. De plus, on n'avait pas prévu que les couches les plus défavorisées de la société française formeraient un jour le *nucleus* persistant de la population

des grands ensembles – représentant pour elle une « fin de carrière urbanistique » ou encore un habitat de relégation –, en raison de la désertion ou plus exactement du bref passage de la classe moyenne dans l'habitat social – correspondant pour elle au début de son parcours urbanistique : un espace temporaire, un habitat de transit. La classe moyenne, en réalité en pleine mobilité sociale ascendante, était plutôt attirée par un autre type d'habitat : la résidence plus proche du centre ville, mais aussi et surtout le pavillon individuel.

Ces mouvements de déplacement et de redistribution des populations consécutifs à l'évolution structurelle du marché du logement seront un élément déterminant de ségrégation sociale vis-à-vis de ces zones d'habitat social nouvellement édifiées aux portes des villes. De plus, la diversification des filières de financement (Trésor, Caisses d'épargne, Crédit foncier...) et des normes d'attribution des logements HLM sera un facteur supplémentaire de discrimination. Enfin, la crise économique, à partir de 1975, accélérera le processus de dévalorisation et de rejet : ceux qui avaient l'espoir de partir des cités n'en ont plus les moyens, et les nouveaux arrivants – immigrés ou français – sont pour une grande majorité dans une situation plus précaire encore que leurs prédécesseurs. Population d'origine française en régression sociale et population d'origine étrangère sans perspective de promotion se trouvent confrontées : la première voit la seconde comme un miroir reflétant l'échec de ses espoirs d'élévation sociale, ce qui rend la cohabitation extrêmement tendue et difficile.

Ainsi, les grands ensembles, initialement emblème du progrès et de la modernité, convoités pendant plus de dix ans et servant d'habitats *transitionnels* pour une bonne partie de la population française, sont devenus au fur et mesure du temps un lieu où des personnes se sentent contraintes de vivre, car elles n'ont plus d'autre possibilité, et savent de plus qu'elles ne pourront pas s'en « échapper ». Ces territoires d'*exil*, où les nouvelles catégories de population sont fortement marquées par des taux élevés de chômage, d'immigration et de pauvreté, constituent aujourd'hui de véritables enclaves urbaines dans lesquelles ni les ouvriers qualifiés, ni les classes moyennes, pas plus que les fonctionnaires et les travailleurs sociaux qui y exercent leur profession, n'envisagent de vivre.

La fin de l'accroissement des effectifs de la classe ouvrière, puis leur diminution dans les années 1974-1980 – le pourcentage d'ouvriers dans la population active passe de plus de 40 % en 1970 à 29 % en 1990 –, s'accompagnent d'une mutation majeure de cette catégorie sociale et surtout de l'organisation socio-spatiale et socioculturelle qu'elle avait modelée au fil des décennies au sein des « banlieues rouges ».

Les quartiers ouvriers traditionnels construits à proximité des usines sont délaissés lors des grandes mutations industrielles de la période des *Trente Glorieuses*, au profit des grands ensembles et des quartiers pavillonnaires éloignés, pour la plupart, des zones industrielles. Dans ces nouveaux espaces résidentiels se côtoie une population très hétérogène : des jeunes ménages qui débutent dans la vie professionnelle, des employés, des cadres moyens en attente d'un meilleur espace de vie et des ouvriers qui accèdent enfin à un logement confortable. Le déplacement de population et la mixité sociale a pour conséquence un affaiblissement des liens communautaires, qui entraîne à son tour un repli sur l'espace privé, c'est-à-dire sur le logement lui-même.

Les nouveaux territoires de vie ainsi constitués, bien souvent sans rues, sans ruelles, ni places, ne possèdent plus les repères socio-urbanistiques que l'on avait dans les anciens quartiers ouvriers, où la rue par exemple était un espace soumis au contrôle diffus des adultes ; chacun pouvait « jeter un coup d'œil » sur les enfants et, surtout, se permettait d'intervenir parce que l'on partageait des normes communes. Dans les quartiers nouvellement construits, ce contrôle social s'est affaibli, car les habitants sont des étrangers les uns pour les autres, et l'on renonce à interpeller un enfant dont on ne connaît pas les parents. Aussi, très rapidement, les jeunes, qui sont pratiquement les seuls à occuper les territoires publics (pelouses, cages d'escalier, caves...), sont-ils perçus comme un groupe à part, parfois dangereux, et dont il faut se protéger.

Les banlieues « sensibles » ne se délitent pas seulement en raison de la désagrégation d'une organisation communautaire, note F. Dubet, « elles souffrent aussi de l'épuisement du mouvement ouvrier » : de moins en moins d'ouvriers ont le sentiment d'appartenir à la même classe sociale, les taux de syndicalisation ont considérablement baissé, la conscience d'être à l'un des pôles d'un conflit d'intérêts s'étiole. Devant cet éclatement professionnel de la classe ouvrière, un nouveau prolétariat se constitue, marqué plus par la pauvreté, la marginalité et

le repli sur soi, que par le désir de transformation sociale. Le mouvement ouvrier, en tant que mouvement social, ne parvient plus à diffuser ses projets collectifs et ses utopies d'un monde meilleur et d'une société idéale, ni à mobiliser les « forces productives » contre les injustices sociales et l'égoïsme général.

À cette désagrégation de la communauté ouvrière viennent s'ajouter l'affaiblissement ou la disparition des organisations intermédiaires, tels que les syndicats de quartiers, les associations, les partis politiques, les comités des fêtes, qui assuraient spontanément la médiation entre les citoyens et les institutions étatiques, ainsi qu'une certaine régulation sociale. Désormais, les centres sociaux sont invités à organiser les loisirs, les clubs de prévention sont mobilisés pour occuper les jeunes, les travailleurs sociaux sont sollicités pour trouver un stage et des formations, la police, les flotiers ou les « médiateurs » sont engagés dans la résolution des conflits de voisinage... mille services, accomplis aujourd'hui par des professionnels et des techniciens, et qui étaient auparavant, pour une grande partie, assurés par des structures associatives – de relais – issues de la population, des municipalités, et considérés comme un formidable instrument d'intégration des jeunes, des ruraux, des étrangers, des plus démunis... Par le travail, les syndicats, la communauté populaire, les « banlieues rouges » pouvaient en quelque sorte absorber les nouvelles populations et les individus qui se retrouvaient à la marge de la société.

Comme on le voit, le malaise des banlieues « sensibles » ne peut être expliqué par un seul phénomène. Il n'est pas exclusivement le produit d'un urbanisme fonctionnel ou d'une architecture rationnelle et imposante, pas plus qu'il n'est seulement l'effet des conséquences de la crise économique (chômage, pauvreté, marginalisation), ni celui des seuls problèmes d'intégration des immigrés.

Lorsque l'on aborde la « crise des banlieues », on fait souvent référence aux phénomènes d'exclusion et de précarisation, en suggérant qu'ils sont essentiellement imputables à des facteurs économiques : la montée du chômage de longue durée qui frappe à la fois des jeunes sans expérience professionnelle, des femmes et des travailleurs plus âgés ayant

perdu leur emploi à la suite d'un licenciement économique, la prolifération des emplois précaires et les difficultés d'insertion professionnelle des populations les moins qualifiées, etc. Mais la détérioration du marché de l'emploi n'est pas la seule cause de la progression des formes nouvelles de pauvreté. Il est en effet nécessaire de prendre en compte un certain nombre d'épiphénomènes, tels que la déliquescence des liens sociaux et des structures de socialisation, l'instabilité des solidarités familiales, les ruptures conjugales ou encore l'affaiblissement des relations d'entraide à l'intérieur des groupes sociaux. Une étude a montré que les problèmes d'ordre affectif et relationnel — relations conflictuelles avec le conjoint, les amis, absence de communication avec la famille, le voisinage — jouent également un rôle important dans le processus de marginalisation, même si les difficultés professionnelles en restent l'élément déterminant. On ne peut approcher la précarité d'un point de vue seulement économique et strictement monétaire, il convient d'adopter un point de vue plus large, en y associant la fragilité professionnelle et relationnelle ; dans cette perspective, le nombre de ménages vulnérables ne cesse de progresser depuis une vingtaine d'années.

Le processus de marginalisation sociale, que S. Paugam nomme plutôt *disqualification sociale*, se déroule en trois phases. La première est celle de la *fragilité*. Les emplois précaires, les « petits boulots » occasionnels, les stages d'insertion « cul de sac », le chômage, sont autant d'épreuves douloureuses. Les personnes qui font ce type d'expérience se considèrent comme déclassées, c'est-à-dire placées dans une situation socialement inférieure, et qui, si elle se répète, surtout chez les plus jeunes, peut à la longue aboutir à la perte d'espoir d'accéder à un « vrai » emploi. Lorsqu'elles résident de plus dans des cités faisant l'objet d'une mauvaise réputation, ces personnes préfèrent dissimuler leur adresse lors d'une recherche d'emploi, de crainte d'être assimilées aux résidents discrédités de ces cités. Dans le même ordre d'idées, ne pas avoir de logement stable et être obligé d'habiter dans des foyers d'hébergement, par exemple, génère souvent une angoisse face à l'avenir. Le déclassement professionnel, et donc social, est vécu comme une épreuve psychologiquement humiliante, qui incite au repli sur soi, et qui dans bien des cas engendre un profond sentiment de culpabilité, pour peu qu'une rupture des liens conjugaux et/ou familiaux vienne s'y ajouter. À la fragilité succède la *dépendance*. Cette deuxième phase du processus de disqualification sociale se caractérise par le recours aux services

d'action sociale. Certaines personnes connaissant plusieurs échecs successifs dans leur entreprise d'insertion socioprofessionnelle ou des éloignements répétés du marché du travail vont se tourner vers les assistants de service social, en justifiant leurs démarches par la faiblesse de leurs ressources. Il leur faut alors accepter les contraintes du statut d'assisté, et ainsi faire l'apprentissage des rôles sociaux correspondant aux attentes des travailleurs sociaux dont elles dépendent d'une certaine façon. La troisième phase enfin est celle de la *rupture*. Elle se caractérise par un faisceau de difficultés majeures : éloignement de la sphère du travail, rupture des liens familiaux, absence de logement, privation de revenu stable, problèmes de santé, etc. Elle est le résultat d'une série d'échecs aboutissant à une importante marginalisation. N'ayant plus guère d'espoir de s'en sortir véritablement, les individus en situation de rupture se sentent inutiles, et nombre d'entre eux vont chercher dans les pratiques alcooliques et/ou toxicomaniaques la compensation à leur détresse et à leur misère.

Il reste que le passage de l'une à l'autre de ces phases n'est heureusement pas systématique et que tous les individus confrontés à la précarité n'en font pas l'expérience.

Le processus de disqualification sociale d'un espace se traduit, entre autres, par une concentration des ménages défavorisés dans certains quartiers aux nombreuses carences urbanistiques et architecturales. Plusieurs enquêtes ont permis d'appréhender l'ampleur de ce phénomène et de dégager les quelques caractéristiques communes à ces territoires en difficulté. Le corpus de ces études était constitué des 528 quartiers jugés prioritaires dans le cadre de la politique de la ville. On peut tout d'abord y repérer les éléments structurants de base.

— Les quartiers en difficulté sont, pour une grande part, éloignés des centres villes (qu'ils soient administratifs, culturels, commerçants, historiques, ou un peu tout à la fois). Ils sont coupés des villes, enclavés, parce que traversés ou bordés par des voies express ou par une autoroute. Par ailleurs, cette coupure et cet éloignement sont accentués par le déficit de transports collectifs. De nombreuses autres nuisances viennent encore assombrir ce tableau : par exemple, 70 % des quartiers sont proches d'une ligne de chemin de fer ou d'un échangeur (31 %), 45 % sont survolés par une ligne à haute tension.



– La dégradation du cadre bâti constitue une autre constante de ces quartiers. Elle résulte essentiellement de la mauvaise qualité des matériaux utilisés à une époque où l'urgence et le quantitatif prédominaient sur le qualitatif. À cela s'ajoute une certaine désuétude du logement, avec essentiellement des défauts d'étanchéité et une mauvaise isolation acoustique et thermique : beaucoup de ces quartiers correspondent en effet aux anciennes ZUP construites pendant les décennies 1950-1960.

– La majorité des quartiers « sensibles » sont composés de grands immeubles, de type « tour » ou « barre », caractérisés par la prédominance du linéaire et du monumental.

– Dans ces territoires défavorisés, on constate la présence d'une population jeune – 32,9 % des habitants ont moins de 20 ans, contre 26,5 % au niveau national – et un nombre plus important de familles nombreuses – 7,5 % des ménages comptent six personnes et plus, contre 3,2 % pour l'ensemble de la France. La proportion des plus de 65 ans est assez faible – 9,2 %, contre 14,7 % au niveau national –, et celle des personnes seules est sensiblement plus élevée que celle du territoire national – 28,3 %, contre 27,1 %. Enfin, les familles monoparentales y sont un peu plus nombreuses que dans l'ensemble du pays.

– 18,3 % des habitants vivant dans ces quartiers sont de nationalité étrangère, contre 6,3 % en France. Leur pays d'origine est le plus souvent situé en dehors de la CEE : c'est le cas de 80,8 % d'entre eux.

À ces éléments, il faut en ajouter deux autres qui découlent de l'évolution économique du pays ou qui sont plus ou moins en rapport avec les éléments de base présentés ci-dessus.

– Sur l'ensemble des quartiers prioritaires, la moyenne du taux de chômage atteint pratiquement le double du chiffre national – 19,7 %, contre 10,8 %. Chez les 20-24 ans, 34 % des femmes et 24 % des hommes sont sans emploi, contre respectivement 25 % et 15 % en France métropolitaine. Il existe néanmoins de grandes disparités d'un quartier à un autre, le taux de chômage pouvant varier de 4 % à 58 %.

– L'importance du sous-emploi et du chômage a des répercussions directes sur les revenus des populations disqualifiées, ainsi que sur leur capital culturel et sur la scolarité des enfants, la rendant pour le moins chaotique (redoublements successifs, absentéisme fréquent...).

Les quelques indicateurs territoriaux, économiques, démographiques et sociaux évoqués caractérisent les quartiers en difficulté. Mais l'habitat socialement disqualifié ne résulte pas seulement de la concentration territoriale des ménages défavorisés. Il est le produit, comme nous l'avons montré au début de ce chapitre, d'un long et lent processus aux multiples facettes, d'une mécanique insidieuse – qui s'est accélérée ces dix dernières années –, et qui a fini par créer des quartiers de plus en plus marginalisés et paupérisés. En reprenant les indicateurs ci-dessus, on peut observer une unification, une sorte d'homogénéisation sociale de la population disqualifiée qui pourrait donner lieu à l'élaboration de l'*idéal type* d'un nouveau prolétariat partiellement composé d'immigrés. Le caractère homogène de sous-prolétarianisation, de paupérisation de ces quartiers a fini par les reléguer comme des espaces de « mal-vivre », des territoires de la misère.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**MERCREDI 6 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**EPREUVE OBLIGATOIRE N° 2** (durée 3 heures ; coefficient 4)

Au choix du candidat, après communication de chacun des deux sujets de chaque option :

- Option n° 1 :** Composition au choix du candidat portant sur le droit civil ou sur la procédure civile ;
- Option n° 2 :** Composition au choix du candidat portant sur le droit pénal ou sur la procédure pénale ;
- Option n° 3 :** Composition au choix du candidat portant sur le droit du travail ou sur la procédure prud'homale.

-----

Les candidats peuvent utiliser les codes ou recueils de lois et de décrets comportant des références d'articles de doctrine ou de jurisprudence à l'**exclusion des codes annotés et commentés** article par article par des praticiens du droit. Les candidats peuvent également se servir de codes ou recueils de lois et décrets ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence, sans autres notes que des références à des textes législatifs ou réglementaires, en conséquence :

**Seuls peuvent être autorisés :**

- Les codes qui ne comportent que des références d'articles de doctrine ou de jurisprudence :
  - Exemples : - les codes d'audience édités par la société Dalloz, (y compris l'édition la plus récente de ce code portant en couverture la mention « textes - jurisprudence - annotations »),
  - les codes édités par les sociétés Dalloz ou Litec,
- Les recueils de lois ne comportant aucune autre note que des références à des textes législatifs ou réglementaires.

**Ne sont pas autorisés :**

- l'Instruction Générale prise pour l'application du code de procédure pénale sauf les passages de cette instruction figurant dans le petit code DALLOZ de procédure pénale,
- les codes commentés (exemple : Codes commentés LITEC),
- les recueils de décisions jurisprudentielles,
- les codes citant des réponses ministérielles,
- les mégas codes Dalloz.

**TRÈS IMPORTANT**

**Les candidats ne traiteront qu'un seul sujet parmi les six sujets proposés dans les trois options.**

**Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire), le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).**

**SUJETS**

**OPTION N°1 :**

**1<sup>er</sup> sujet : Droit civil :** Les conditions et les effets du divorce.

**2<sup>ème</sup> sujet : Procédure civile :** L'exécution des jugements.

**OPTION N° 2 :**

**3<sup>ème</sup> sujet : Droit pénal :** La responsabilité pénale des mineurs.

**4<sup>ème</sup> sujet : Procédure pénale :** Les mesures alternatives aux poursuites.

**OPTION N° 3 :**

**5<sup>ème</sup> sujet : Droit du travail :** Le licenciement pour motif économique.

**6<sup>ème</sup> sujet : Procédure prud'homale :** Le jugement prud'homal.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**JEUDI 7 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**EPREUVE FACULTATIVE N° 6** (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite sur les technologies de l'information et de la communication

**TRÈS IMPORTANT**

Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire),  
le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

**SUJET**

**L'implantation des logiciels libres en milieu professionnel : avantages et inconvénients.**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**JEUDI 7 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**ÉPREUVE FACULTATIVE N° 7** (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite sur les finances publiques.

**TRÈS IMPORTANT**

Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire),  
le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

**SUJET**

Les ressources et les dépenses du budget de l'Etat.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**JEUDI 7 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**EPREUVE FACULTATIVE N° 8** (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite sur le droit communautaire institutionnel

**TRÈS IMPORTANT**

Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire),  
le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

**SUJET**

**La primauté du droit communautaire.**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**JEUDI 7 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**EPREUVE FACULTATIVE N° 9** (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite de langue vivante : ANGLAIS

**TRÈS IMPORTANT**

Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire),  
le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

-----  
**SUJET :**

Les candidats devront traduire en français le texte ci-joint.



Bélem Cultural Centre, Portugal, 8 May 2006

Mr President, Ladies and Gentlemen,

( ... )

And what about now? Now, once and for all, we have to come up with an answer to the key question: what kind of future do we want for Europe?

To answer this question, we embarked on a period of reflection following the referendums in France and the Netherlands. During this period there was also an extensive campaign to ask people what they felt about "their" Europe, the Europe of their expectations. This campaign was called "Plan-D for Democracy, Dialogue and Debate". It was launched in all the Member States and conducted via an internet discussion forum on European issues that was open to everyone.

We took advantage of the period of reflection to direct all our political will at people's major concerns, such as growth, employment, security and stability, and a stronger European Union on the world stage.

In order to take stock of this period of reflection and prepare our contribution to the debate by the Heads of State or Government at the European Council in June, I convened all the Members of the Commission to an informal seminar a few days ago. I shall present the results of the European Commission's work on the future of Europe the day after tomorrow, 10 May, in Brussels.

I can, however, tell you here and now that we have adopted a commonsense approach – in other words, we have separated the Union's dynamic progress from a consensus on the institutional question, which does not seem likely in the near future.

We acknowledge that perhaps the political conditions have not yet been met to reach an agreement. We can, however, go further and do better with the Treaties now in force. I repeat, I believe that it is by taking effective measures in areas that are important to European citizens that we will obtain from them the support and agreement needed later on to resolve the institutional problems. ( ... )

José Manuel Barroso

President of the European Commission



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**JEUDI 7 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**EPREUVE FACULTATIVE N° 9** (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite de langue vivante : ESPAGNOL

**TRÈS IMPORTANT**

Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire),  
le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

-----  
**SUJET :**

Les candidats devront traduire en français le texte ci-joint.

## Los mejores años de Manolete

Adrien Brody y Penélope Cruz encarnarán la figura del mítico matador y de su novia, en una película dirigida por Menno Meyjes y producida por Andrés Vicente Gómez.

El parecido físico es impresionante. Adrien Brody será Manolete. El actor encabezará junto con Penélope Cruz el reparto de la película en la que se recreará la controvertida relación entre el matador de toros cordobés y su novia, la actriz Lupe Sino. El inicio del rodaje está previsto para el próximo 21 de marzo en Córdoba, pero un par de meses antes el actor norteamericano tiene previsto encerrarse con un torero español para meterse en el papel del mítico personaje, famoso por sus rasgos inconfundibles y su empaque y serenidad.

El productor español de la película, Andrés Vicente Gómez, contó ayer que llevaban casi veinte años hablando del proyecto. El director de origen holandés Menno Meyjes se interesó por la figura del mítico matador, en la época en que se llevó a cabo el rodaje de *El sueño del mono loco*, de Fernando Trueba, con el que colaboró en el guión de la película y con el que ha mantenido una relación de amistad desde entonces. Meyjes, que en esos años destacaba como guionista, pero no se había lanzado todavía a dirigir, se aficionó entonces a los toros y empezó a documentarse sobre Manolete. Desde el principio, recuerda el productor, tuvo claro que quería llevar al cine la vida del matador, fallecido en la plaza de toros de Linares en 1947 a consecuencia de una cornada de un toro llamado *Islero*. (...)

Brody viajará a España en breve para hacer una inmersión en el mundo del toreo. Y en estos momentos se negocia con varios toreros para que el actor se encierre con el elegido en una finca y pueda conocer de primera mano todo el rito que rodea ese mundo. Antes de aceptar, Brody, que pasa por ser uno de los actores más cotizados de Hollywood, ha podido supervisar algunos vídeos de Manolete.

La película sobre la vida de Manolete cuenta con un presupuesto superior a los 20 millones de euros y se centrará en la vida del torero entre 1940 y 1947. El rodaje se llevará a cabo en Córdoba, Sevilla, Madrid y otras ciudades españolas, además de realizar tomas en seis plazas de toros distintas. Es probable que en las escenas en las que Brody tiene que torear sea doblado por algún profesional. El casting aún no ha concluido, pero parece seguro que Santiago Segura interpretará al mozo de espadas del torero.

AMELIA CASTILLA - Madrid  
EL PAÍS - 25-11-2005



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**CONCOURS DE RECRUTEMENT  
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2006**

**JEUDI 7 SEPTEMBRE 2006**

**CONCOURS EXTERNE ET INTERNE**

**EPREUVE FACULTATIVE N° 9** (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite de langue vivante : ALLEMAND

**TRÈS IMPORTANT**

Aucune note ou document quelconque n'est autorisé.

Aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie (feuille double et intercalaire),  
le non respect de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie (exemple : signature, nom, etc.).

-----  
**SUJET :**

Les candidats devront traduire en français le texte ci-joint.

# Enttäuschte Hoffnung auf Glück

**S**eit fünf Jahren schweigen sie, und das fällt unter diesen Umständen gar nicht so leicht. Denn bei soviel Glück will man ja eigentlich auch davon erzählen. Doch nicht einmal die beiden erwachsenen Söhne wissen, dass ihre Eltern im Juli 2000 im Lotto gewannen: zwei Millionen D-Mark. Vielleicht würden sie sonst ihre Berufe vernachlässigen, fürchtete das Rentnerpaar aus Nordrhein-Westfalen. Oder gar die freudige Nachricht im Bekanntenkreis verbreiten.

## So selten wie wahres Glück

So musste die eine oder andere Notlüge herhalten, um zu erklären, wie sie ihren Traum vom Eigenheim verwirklichen konnten. Was von den Millionen übrig blieb, legten sie auf ein Sparkonto. Das gibt ihnen ein Gefühl von Sicherheit, und das, sagen die beiden, sei ihre Form von Glück.

Christoph Lau nennt das Rentnerpaar ein positives Beispiel für Lottogewinner. Denn verglichen mit den meisten der 14 Lottomillionäre, die der Berliner Sozialarbeiter gemeinsam mit seinem Studienkollegen Ludwig Kramer im Rahmen einer Forschungsarbeit befragt hat, ist das Ehepaar aus Nordrhein-Westfalen wohl tatsächlich nach dem Gewinn glücklicher als zuvor.

Die Wahrscheinlichkeit, im Lotto zu gewinnen, ist geringer als die, beim Kegeln zu sterben, hat die Stiftung Warentest einmal ausgerechnet. Lotto wurde wohl auch deshalb zum Synonym für Glück, weil der Sechser im Lotto so selten ist wie wahres Glück. Ihre Ergebnisse sind für alle, die mit den wöchentlichen Kreuzchen auf das wahre Glück durch Lotto hoffen, jedoch eher enttäuschend: „Das erste Jahr der Euphorie ebbt schnell ab“, haben sie festgestellt. Danach gaben fast alle Befragten an, genauso glücklich oder unglücklich wie zuvor zu sein.

Zwar erfüllten sich alle mit dem Gewinn einige ihrer Wünsche, doch diese waren meist wenig ausschweifend und entsprachen oft nicht einmal den Träumen, die sie vor dem Lottogewinn hatten. So steht zwar die Weltreise auf der Wunschliste der Lottospieler an zweiter Stelle. Tatsächlich um die Welt gereist ist dann jedoch keiner der befragten Gewinner. Statt dessen gönnten sich die meisten eine größere Wohnung oder ein Haus, kauften sich ein neues Auto, Möbel oder machten eine kleinere Urlaubsreise. „Der Zauber des erhofften Gewinns schrumpft sehr schnell auf ein realistisches Maß – und das ist eben sehr groß, aber nicht grenzenlos“, sagt Christoph Lau.

Vocabulaire n° 488  
Février 2006

Vernachlässigen : Négliger  
Die Notlüge : le pieux mensonge  
Beim Kegeln : au jeu de quilles  
Die Stiftung Warentest : L'institut de défense des consommateurs  
Ausschweifend : débridé, fou  
Schrumpfen : se contracter, s'estomper.